

Une vie au service de la lutte contre la corruption

Cobus de Swardt est directeur général de Transparency International depuis 2007. Sociologue sud-africain, il est spécialiste des questions de mondialisation, de politique de développement, de relations internationales et de management international. Il a enseigné dans de nombreuses universités en Afrique du Sud, en Australie, au Japon et en Allemagne, et a dirigé ou collaboré en tant que chercheur avec des multinationales, des syndicats, et des instituts de recherche. Il participait cet été au Forum de Caux pour la sécurité humaine.

Changer - Pourriez-vous préciser votre parcours personnel et ce qui vous a motivé pour vous lancer dans le combat contre la corruption ?

Cobus de Swardt - Ce que je fais maintenant ressemble beaucoup à ce que je faisais plus jeune dans la lutte contre l'apartheid. A l'époque, j'étais très conscient des injustices sociales et du fait que j'en bénéficiais, en tant que membre de la classe privilégiée. Je pouvais décider de ne rien faire ou de faire quelque chose à ma manière. Au fond, j'ai eu de la chance de pouvoir m'engager car certaines personnes n'en ont même pas la possibilité tant elles sont confrontées à des problèmes qui leur paraissent insurmontables. Dès cette époque, j'ai réalisé que la corruption était un des principaux défis mondiaux de notre époque. Et en même temps, je suis persuadé que nous avons les moyens de faire face à ce défi si nous mettons notamment en place un système politique qui vise à l'équité sociale. Je suis bien plus optimiste quant à la possibilité de réduire la corruption que je l'étais de mettre fin à l'apartheid. Et pourtant, cela a bien eu lieu. Je suis persuadé qu'on peut réduire la corruption.

« Outre les possibilités de combattre la corruption politique sur le plan juridique, un des éléments importants dans cette lutte est lié à l'instauration d'un système d'intégrité. »

Ch - Une des priorités de TI est la lutte contre la corruption politique. Pourriez-vous décrire vos principes et les activités que vous menez dans ce domaine ?

CS - Notre ligne directrice est de rechercher la transparence, la participation et la redevabilité (le fait de devoir rendre des comptes). Nous travaillons notamment sur la question de l'impunité politique, comme beaucoup d'autres associations, par exemple à travers l'instauration de code d'éthique au sein de parlements ou le fait de rendre public les ressources ou le patrimoine des hommes politiques. En ce sens, la démarche du secrétaire général des Nations Unies, Ban-Ki-Moon, qui a publié la liste de ses avoirs lorsqu'il a pris son poste, est très positive. Mais idéalement, il faudrait que les politiciens puissent également le faire cinq à dix ans après avoir quitté leur poste.

Outre les possibilités de combattre la corruption politique sur le plan juridique, un des éléments importants dans



Cobus de Swardt, au centre, lors de son intervention au Forum de Caux en juillet 2008

INITIATIVES ET CHANGEMENT

cette lutte est lié à l'instauration d'un système d'intégrité. C'est pourquoi nous avons mis en place différents outils comme l'Indice de Perception de la Corruption (IPC) et le Baromètre Mondial de la Corruption (BMC), un sondage réalisé auprès du grand public pour évaluer ses perceptions et expériences de la corruption. En 2007, plus de soixante-trois mille personnes dans soixante pays ont répondu aux questions suivantes :

- Quels sont les secteurs publics les plus corrompus ?
- Quelle sera l'évolution prochaine de la corruption ?
- Que pensez-vous de l'action de votre gouvernement ?

Le BMC 2007 montre que les partis politiques et les parlements sont considérés comme les institutions les plus corrompues dans le monde. Il montre aussi que, dans les pays riches comme dans les pays pauvres, ce sont les plus démunis qui sont le plus souvent confrontés à des demandes de pots-de-vin. Les enseignements du BMC 2007 montrent une forte corrélation (0,66) entre le vécu des citoyens ordinaires en matière de pots-de-vin et les perceptions de la corruption par les experts, qui constitue la base de l'IPC, l'un des outils-phare de mesure de TI. Les Etats dans lesquels les hommes d'affaires, les analystes du pays et les experts remarquent que la corruption est largement répandue sont ceux-là même où, en moyenne, une plus grande partie des citoyens paye des pots-de-vin pour avoir accès aux services publics.

Ch - Quelle analyse faites-vous de la corruption aujourd'hui dans le monde ?

CS - Je répondrai en quatre points. Tout d'abord, il existe un mythe selon lequel la corruption serait une question qui touche exclusivement les pays du Sud. Non seulement ce n'est pas le cas, mais encore certains des bénéficiaires de cette corruption du Sud sont au Nord. Deuxièmement, cette corruption ne touche pas seulement le secteur privé et les entreprises, mais aussi l'ensemble du système financier

international à travers des flux de capitaux illicites. C'est pourquoi nous avons appelé le G8 à mettre fin aux paradis fiscaux, et à opérer un nettoyage des systèmes financiers et bancaires. Troisièmement, un des points clés est le recouvrement des avoirs et la restitution de l'argent volé aux pays en voie de développement par de plus riches qu'eux. Nous avons donc demandé au secteur bancaire de simplifier les procédures, de mettre en place des systèmes pour prévenir les flux d'argent sale et de mieux connaître leurs clients. Aujourd'hui, les banques ne peuvent plus dire qu'elles ne savent pas comment faire pour procéder à cette restitution car les outils existent. Il est important de faire passer un message de justice dans ce domaine car il y a beaucoup à faire ; d'après nos travaux, et ceux de beaucoup d'autres experts, d'importants flux d'argent illicite continuent à circuler et de nombreuses entreprises continuent à faire une utilisation abusive du système financier international. Quatrièmement, les pays occidentaux ont un important rôle à jouer, notamment en faisant appliquer la Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption, dont on va fêter le dixième anniversaire.

Ces dernières années, on a constaté une réelle amélioration, notamment en Allemagne et aux Etats-Unis. En revanche, beaucoup de pays industrialisés font très peu d'efforts pour lutter contre la corruption qui touche les entreprises, ce qui nuit à la crédibilité du G8 lorsqu'il appelle les gouvernements africains à une meilleure gouvernance. Malheureusement, les intérêts nationaux ont tendance à prendre le pas sur la législation anti-corruption.

Ch : Ce combat contre la corruption peut paraître lointain. Comment peut agir le simple citoyen ?

CS - Je vais vous donner un exemple. En Ouganda, on s'est rendu compte que seulement 20% du budget attribué à l'éducation arrivait aux écoles. Le gouvernement a alors décidé de faire publier sur des tableaux d'affichage à l'entrée des écoles la somme qui arrivait à chacune d'entre elles. Aujourd'hui on constate que 90% des sommes parviennent à l'école et que la population locale ose poser des questions. Cette anecdote illustre bien l'importance de l'accès à l'information qui a un impact sur notre vie quotidienne. D'où le rôle important des journalistes. J'ai d'ailleurs été particulièrement frappé par le fait que lors des dernières élections en Amérique latine, au Moyen-Orient, etc., beaucoup de gouvernements sont tombés à cause de la corruption. Les citoyens ont dit : « Nous en avons assez ! »

Dans le cas des pays occidentaux, un des points essentiels est de faire en sorte que les chiffres du budget de l'Etat

soient rendus publics, avec une présentation claire et détaillée. Ceci permettra d'agir à trois niveaux : aider à prévenir la corruption ; favoriser une gouvernance participative ; rendre des comptes. Avoir accès à l'information ne signifie pas pour autant que les gens agiront. Mais au moins, on leur permet de le faire sur de bonnes bases.

« Avant de nous attaquer aux pays du Sud, balayons d'abord devant notre porte. »

Ch - De quels outils disposez-vous et comment vous positionnez-vous dans la lutte contre la corruption ?

CS - Nous disposons d'outils très spécifiques selon les secteurs : par exemple dans le domaine de l'aide humanitaire ou dans le secteur privé, nous proposons des outils pratiques pour lutter contre la corruption. Le principe, c'est de les élaborer à partir d'une consultation avec l'ensemble des acteurs concernés pour que cela réponde à leurs besoins et leurs attentes. Par principe, nous n'excluons jamais aucun acteur et nous cherchons à impliquer tout le monde dans les discussions. Nous voulons être un partenaire critique mais constructif dans la lutte contre la corruption, à la différence d'autres ONGs. Un engagement stratégique auprès des acteurs clés est nécessaire.

Ch : En matière de corruption, constatez-vous des différences culturelles ?

CS : Cette notion existe dans tous les systèmes culturels et religieux. Personnellement, j'ai rencontré une opposition tout aussi forte à la lutte contre la corruption dans tous les pays du monde. Par contre, il existe des différences sur la façon de mener le combat contre la corruption. Les ordres de grandeur sont également différents : dans les pays pauvres, on constate des formes de petite corruption directe et visible (pour obtenir une aide de la police, de l'administration, etc.) que l'on n'observe pas dans d'autres pays. Inversement, dans les pays riches, la corruption est moins visible mais les montants en cause sont souvent énormes. On ne peut donc pas dire que la corruption est le problème d'un type de pays plutôt que d'un autre. Il faut s'y attaquer partout, car sans cela on ne pourra jamais parvenir à une véritable justice sociale. Avant de nous attaquer aux pays du Sud, balayons d'abord devant notre porte et mettons en pratique ce que nous demandons aux autres de faire.

*Propos recueillis par Laurence Le Moing
Forum de Caux pour la sécurité humaine, juillet 2008*

FORUM DE CAUX

2^{ème} Forum de Caux pour la sécurité humaine 17-22 juillet 2009

Le 2^{ème} Forum de Caux pour la sécurité humaine réunira de nouveau ceux et celles qui agissent pour la paix et la sécurité humaine à tous les niveaux. Diplomates de haut rang, responsables de l'ONU, leaders économiques, intellectuels et religieux côtoieront des militants de terrain ainsi que des personnalités du monde des médias et des représentants de la société civile. L'objectif sera de créer une atmosphère propice à apprendre les uns des autres et à susciter impulsions et stratégies pour répondre aux besoins humains les plus élémentaires. Le nombre de places étant limité, les inscriptions se feront sur invitation personnelle.

Plus de détails : www.cauxforum.net